

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AD PLATING MARNAZ

97 imp. des Acacias
74460 Marnaz

Références : [20240315-RAP-InspectionOCP2024ADPlatingMarnaz-vs](#)
Code AIOT : 0006104639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2024 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'une opération de contrôle à l'échelle régionale de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes , menée au cours du mois de mars 2024.

L'opération porte sur la surveillance des rejets aqueux pratiquée au sein de certains établissements soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ
- 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz
- Code AIOT : 0006104639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société AD PLATING fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment,...). La couche métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

Elle possède deux lignes de traitement dont l'une a été mise en service en septembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – surveillance des rejets industriels aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance et agrément laboratoire	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.3Et6.1.2.5.4
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs actions correctives sont demandées à l'exploitant suite à ce contrôle:

- **point de rejet dans l'Arve**: l'exploitant fera une reconnaissance de son réseau entre la sortie de l'établissement jusqu'au rejet dans l'Arve et s'assurera de la bonne dispersion des rejets dans l'Arve – délais : justificatifs à fournir sous 3 mois
- **périodicité surveillance** : L'exploitant intégrera le plomb aux paramètres surveillés trimestriellement sous 3 mois
- **agrément laboratoire** : l'exploitant devra s'assurer que le laboratoire auquel il fait appel, pour le contrôle trimestriel des eaux résiduaires industrielles de son établissement, dispose de l'agrément requis pour l'analyse de tous les polluants. Délais : justificatif à fournir sous 3 mois
- **dépassement des concentrations en azote** : L'exploitant mettra en œuvre les actions nécessaires pour que les concentrations limites soient respectées en particulier celle de l'azote global. Il rendra compte à l'inspection des actions et des résultats sous 3 mois.
- **transmission GIDAF** : L'exploitant s'attachera à renseigner GIDAF de manière exhaustive et à fournir les commentaires pertinents en cas de dépassement en indiquant au minimum : la nature du dépassement, la cause identifiée et les mesures correctives envisagées sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux externes au bâtiment datant de 2017. Des modifications ont eu lieu pour le réseau d'eaux pluviales suite à la création de la réserve incendie en juillet 2023, elles sont indiquées sur un autre plan qui a été présenté. L'exploitant dispose également d'un schéma de principe de la station de traitement des effluents de 2018. Ces plans prennent en compte les dernières modifications importantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.
Constats : Le rejet des effluents industriels se fait dans l'Arve en aval du pont des Chartreux, mais l'exploitant ne retrouve plus son point de rejet au niveau de l'Arve. Le réseau est ancien et la végétation sur le bord de l'Arve s'est développée. L'exploitant fera une reconnaissance de son réseau jusqu'au point de rejet dans l'Arve afin de s'assurer du respect de la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de la reconnaissance du réseau partant du site jusqu'au point de rejet dans l'Arve et de la bonne diffusion des effluents dans l'Arve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Les points de prélèvements sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas

sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un préleveur automatique d'échantillon. Le débit, le pH et la température sont mesurés en continu. L'accès est facile pour les intervenants extérieurs.

Lors du dernier contrôle inopiné de juillet 2023, le laboratoire CERECO a validé le fonctionnement du débitmètre.

Les bidons d'échantillons sont stockés dans une enceinte réfrigérée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

6.1.2.6.5 – Contrôles périodiques du rejet des eaux résiduaires

Des analyses portant sur les polluants suivants seront effectués trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides :

Paramètre	Code SANDRE
Volume journalier	1552
pH	1302
Température	1301
Fluor	1391
Azote global	1551
Nitrites	1339
Phosphore	1350
MEST	1305
DCO	1314
Indice hydrocarbures	1442
AOX	1106
Cyanures libres	1084
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371
Chrome III	5871
Cuivre et ses composés en Cu	1392
Aluminium	1370
Fer	1393
Nickel et ses composés en Ni	1386
Argent	1368
Plomb et ses composés en Pb	1382
Étain et ses composés	1380
Zinc et ses composés en Zn	1383
Trichlorométhane – Chloroforme	1135

Le laboratoire choisi devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une

matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Constats :

Les analyses sont réalisées trimestriellement par le LAEPS pour tous les paramètres sauf pour les cyanures libres (1084), AOX (1106), l'argent (1368) et le chloroforme (1135) qui sont sous-traitées par CARSO pour l'année 2023.

Sur les analyses transmises de 2023, ne figurent pas de résultats pour le plomb. Il a été analysé une seule fois lorsque les analyses ont été faites par CERECO sur le mois de décembre 2023. Il a également été analysé lors du contrôle inopiné de juillet 2023. Les résultats pour le plomb ne montrent pas de dépassement des VLE (valeur limite d'émission).

Les compte-rendus d'analyses des laboratoires ont pu être consultés pour les prélèvements du 29/03/2023, 22/06/2023, 02/10/2023 et 13/12/2023

D'après le site Labeau, le LAEPS est agréé pour certains paramètres mais pas pour les métaux demandés par l'arrêté préfectoral.

Le laboratoire CERECO qui est intervenu pour la campagne de décembre 2023, est bien agréé pour le chloroforme mais pas pour l'argent, le fer, les cyanures libres ni les AOX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intégrera le plomb aux paramètres surveillés trimestriellement et il devra s'assurer que le laboratoire auquel il fait appel, pour le contrôle trimestriel des eaux résiduaires industrielles de son établissement, dispose de l'agrément requis pour l'analyse de tous les polluants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Les concentrations de substances dans les rejets aqueux vers le milieu récepteur considéré (Arve), contrôlées sur l'effluent brut non décanté et non filtré, ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne sur 24 heures
Fluor	1391	15 mg/l
Azote global	1551	50 mg/l
Nitrites	1339	20 mg/l
Phosphore	1350	10 mg/l
MEST	1305	30 mg/l
DCO	1314	150 mg/l
Indice hydrocarbures	1442	5 mg/l
AOX	1106	1 mg/l
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371	0,1 mg/l
Chrome III	5871	1,5 mg/l
Cuivre et ses composés en Cu	1392	1,5 mg/l
Aluminium	1370	5 mg/l
Fer	1393	5 mg/l
Nickel et ses composés en Ni	1386	2 mg/l
Argent	1368	0,5 mg/l
Plomb et ses composés en Pb	1382	0,4 mg/l
Étain et ses composés	1380	2 mg/l
Zinc et ses composés en Zn	1383	2 mg/l
Trichlorométhane - Chloroforme	1135	1 mg/l

<p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Le pH dans les rejets doit être compris entre 6,5 et 9 et la température inférieure à 30°C</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses mettent en évidence des dépassements pour l'azote global (l'azote global correspond à la somme de l'azote Kjeldhal et de l'azote des nitrites et nitrates).</p> <p>Les résultats de l'azote Kjeldhal donnent les résultats suivants pour une limite en azote total à 50 mg/l :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mars 2023 : 70,2 mg/l • juin 2023: 77,6 mg/l • octobre 2023 : 128 mg/l • décembre 2023 : 111 mg/l <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les dépassements en azote étaient liés au traitement des cyanures et que des investigations étaient en cours. Le fournisseur de la station de traitement a été interrogé et l'exploitant mène des tests pour limiter la réaction formant l'azote.</p> <p>Les dépassements sont aussi liés à la montée en charge de la ligne.</p> <p>Le flux limite en azote est réglementé à 12,5 kg/jour. Les flux rejetés en azote restent inférieurs au seuil de l'arrêté préfectoral. (Le débit maximum d'après les déclarations GIDAF est de 65 m³ en janvier 2024. En prenant la valeur maximum d'azote de 128 mg/l on obtient un flux de 8,3 kg/ jour. Les débits habituels sont compris entre 20 et 40 m³/jour)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les actions nécessaires pour que les concentrations limites soient respectées en particulier celle de l'azote global.</p> <p>Il rendra compte à l'inspection des actions et des résultats sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.1.2.6.6 – Transmission des résultats</p> <p>Les résultats des mesures réalisées au cours d'un mois (mesures en continu, autosurveillance et contrôles périodiques) seront saisies sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de gestion informatisé des données d'auto-surveillance fréquente – GIDAF), avant le 15 du mois suivant. La transmission sera accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, et de la description des actions correctrices mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats sont transmis via GIDAF régulièrement mais il manque les résultats des analyses trimestrielles. Elles n'ont été renseignées que pour le mois de juin 2023 d'après l'extraction GIDAF. Les commentaires en cas de dépassement sont succincts.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'attachera à renseigner GIDAF de manière exhaustive et de fournir les commentaires pertinents en cas de dépassement en indiquant au minimum : la nature du dépassement , la cause</p>

identifiée et les mesures correctives envisagées sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
N° 7 : Débit de rejet
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.6.3Et6.1.2.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée : 6.1.2.6.3 - Mesure en continu Le point de rejet des eaux résiduaires industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu conforme aux normes en vigueur et respectant les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs.</p> <p>Article 6.1.2.5.4 : Nonobstant les dispositions de l'article précédent et de l'article 6.1.2.5.5 ci-dessous, le débit des effluents ne doit pas excéder 250 m³/j en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un système de mesure en continu du débit. Ce système a été validé lors du contrôle inopiné fait par CERECO en juillet 2023. L'exploitant dispose également d'un suivi fait par le service de maintenance avec la vérification du système de prélèvement d'échantillon fait mensuellement. Les débits journaliers ont pu être consultés dans un tableau et sont de l'ordre de 20 à 30 m³/jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait réaliser des analyses de PFAS sur ces rejets aqueux . La troisième campagne a été réalisée en mars et les analyses sont en cours.</p> <p>Les campagnes de janvier et février 2024 n'ont pas montré la présence de PFAS dans les rejets , les 20 PFAS recherchés sont inférieurs au seuil de détection de 100 ng/l d'après les résultats consultés lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite